



L'AELE a signé deux accords de libre-échange : l'un avec la Bosnie-Herzégovine, l'autre avec le Costa Rica et le Panama

Lors de la conférence ministérielle de l'AELE à Trondheim, deux accords de libre-échange ont été signés : l'un avec la Bosnie-Herzégovine et l'autre avec le Costa Rica et le Panama. Des déclarations de coopération ont par ailleurs été conclues avec le Myanmar et le Nigéria. Un autre point fort de la conférence provient des consultations avec les partenaires sociaux dans le cadre desquels l'AELE s'est exprimée sur l'accord de libre-échange entre l'UE et les États-Unis.

L'AELE conclut toujours avec succès des accords de libre-échange. Les deux derniers accords (sur 26 au total) ont été passés avec la Bosnie-Herzégovine ainsi qu'avec le Costa Rica et le Panama. L'accord conclu avec les deux pays d'Amérique centrale est de la nouvelle génération : au-delà de la réduction des droits de douane, il introduit des améliorations pour les investissements, la propriété intellectuelle, la concurrence, les échanges, le développement durable et la coopération technique.

L'Espace économique européen est un élément majeur de l'AELE. Dans ce cadre, les États membres de l'AELE sont confrontés à un nombre croissant de problèmes institutionnels en lien avec leur participation au sein des autorités réglementaires de l'UE, aussi appelées agences. Dans plusieurs de ces agences, l'UE freine la participation active convenue avec les États de l'AELE-EEE et les États concernés doivent se contenter d'un statut d'observateur.

Un point important pour l'avenir de l'AELE en tant qu'organisation internationale concerne l'Islande. Après la banqueroute des banques et de l'économie islandaises en 2008, le système politique de cet État insulaire a subi de fortes secousses. Le gouvernement socialiste du pays a cherché refuge auprès de l'UE et entamé les négociations en vue de son adhésion. Lors des dernières élections, qui se sont tenues en mai, le camp bourgeois a ravi plusieurs sièges aux socialistes, à la suite de quoi l'équipe gouvernementale s'est distanciée du projet d'adhésion à l'UE. Les négociations avec l'UE ont été interrompues et il semblerait que l'Islande restera membre de l'AELE.